

Elections à la CA nationale du SNES du 9 au 31 mai Pour que la rentrée ne soit pas celle préparée par Sarkozy Pour un SNES à la hauteur des enjeux, votez

Émancipation

L'élection de la Commission Administrative du SNES se situe, du 9 au 31 mai, dans un contexte qui impose, après l'éjection de Sarkozy, une rupture avec l'orientation et la stratégie suivie jusqu'ici par le SNES :



1°) D'abord, cette élection à la CA intervient sous les feux d'une crise majeure du système capitaliste.

Ce dernier veut faire payer le prix de cette crise aux travailleurEs et aux peuples, en imposant d'abord à la Grèce puis progressivement à l'ensemble des pays d'Europe des plans d'austérité de plus en plus drastiques et une remise en cause sans précédent des acquis sociaux et des droits. **EMANCIPATION propose une orientation pour le SNES qui soit à la hauteur des enjeux de la période et donc clairement anticapitaliste.**

Pour répondre à la crise, la direction du SNES propose d'aménager dans un sens keynesien le capitalisme ; comme s'il pouvait y avoir -à l'instar du cholestérol- un bon capitalisme. Dans la dure lutte de classe que mènent les tenants de ce système, le SNES doit désigner et

combattre les vrais responsables : financiers, banques, grands patrons, sans oublier les agences de notations, le FMI et la Commission Européenne. **Et il doit poser les vraies questions, comme les pose Emancipation : Comment se sont constituées les dettes ? Est-il légitime de les rembourser ? Quelles alternatives ? Contrôle des banques et de la monnaie ? Par l'Etat ou les travailleurEs ? Baisse du temps de travail, sans baisse des salaires ? Quelles solidarités au niveau Européen ?**

2°) Ensuite, l'élection interne du SNES est organisée après les élections présidentielles qui ont chassé Sarkozy (plus proche que jamais de l'idéologie pétainiste - le vrai travail et la fin des syndicats- et du front national dont il a activement banalisé les thèses d'exclusion et sécuritaires) et avant des élections législatives où l'UMP tente de résister à un front national dont elle a fait la promotion ; et où le nouveau Président élu majoritairement par des travailleurs qui avaient peu d'illusions sur son programme, essaie de gagner une majorité en annonçant le retrait de certaines mesures des contre réformes libérale de Sarkozy, qu'il ne va pas jusqu'à remettre en cause globalement. **EMANCIPATION propose donc une orientation qui concilie :**

- une opposition déterminée à l'idéologie comme aux pratiques fascistes ;
- la distinction, en toute indépendance syndicale, entre l'« annoncé », l'« obtenu » et le « revendiqué » ;
- le soutien et l'impulsion de luttes immédiates pour en finir avec les contre réformes Sarkozy.

3°) En effet, les élections dans le syndicat ne sauraient faire l'impasse sur les luttes qui se mènent contre les licenciements, l'austérité et les suppressions de postes, dans le privé, comme dans le public.

Cela doit pousser à voter pour l'orientation syndicale d'**EMANCIPATION** qui contribue à unifier les revendications et les luttes au niveau interprofessionnel et qui privilégie le rapport de force au « dialogue social », simple chambre d'enregistrement des contre réformes gouvernementales.

Sur tous ces points, la tendance Emancipation défend et met en œuvre partout où elle le peut une orientation claire et cohérente. ChacunE peut en juger à la lecture de ce quatre-pages.

Ou bien en comparant les textes d'orientation des différentes tendances dans le supplément à l'US n° 720 du 26 avril 2012, avec celui d'émancipation page 12-13, intitulé « Face au capitalisme en crise, un syndicalisme de lutte sur des bases claires ! ». Ou encore en consultant notre site (www.emancipation.fr) et notre Revue, « *l'Emancipation syndicale et pédagogique* ».



10 bonnes raisons de voter Émancipation

Le système éducatif est au bord de l'asphyxie et son syndicalisme aussi. Pour redonner de l'air il faut rapidement en finir avec toutes les contre réformes Sarkozy. Les annonces de l'équipe Hollande se bornent à annoncer le retrait du décret sur l'évaluation des enseignants (c'est bien, mais qu'en est-il pour les autres personnels déjà évalués de cette façon infantilisante ?) et des pré-recrutements (qui seraient en fait des aides éducateurs de statut privé). Et rien sur tout le reste ou pas grand-chose.

Le SNES ne doit pas tarder pour exiger l'abrogation des textes inacceptables et à proposer des alternatives progressistes. C'est l'orientation qu'Émancipation propose au vote des syndiqués.

1^{re} raison : Émancipation met en cohérence la défense de l'emploi et des statuts

Évaluation, présence dans les établissements, durée et aspect national des vacances d'été, ECLAIR... La lutte contre ces aspects doit s'amplifier, pour montrer au gouvernement à venir qu'on ne touche pas aux statuts. Mais dans le même temps il faut exiger que soit mis un terme à l'exploitation de l'énorme volant de hors statuts. Cela suppose la fin des licenciements, la garantie de réemploi et la titularisation immédiate de toutes les non titulaires déjà recrutés et l'arrêt du recrutement de précaire et de CDI publics.



2^e raison : Émancipation intervient pour l'unification par le haut des statuts, salaires, horaires, retraites...

Suppression des salaires au mérite, remplacement des hors classes faits du prince par des échelons supplémentaires pour tous, avancée de toutes au rythme le plus favorable, augmentations uniformes en point d'indices pour toutes (300 €), intégration de primes et NBI aux salaires. Avec l'unification des conditions de travail (horaires...), l'unification statutaire et salariale doit permettre de tendre vers un corps unique, regroupant la majorité des personnels et donc plus facile à défendre. Pour les retraites retour à un départ à 60 ans, pour une retraite à taux plein, avec 37,5 annuités.

3^e raison : Émancipation se bat pied à pied dans les établissements et les instances pour l'amélioration des conditions de travail et de formation de toutes : retour de tous les postes supprimés et création de tous ceux qui sont nécessaires ; retour à une formation des enseignants avec pré-recrutement, concours à bac +3 et deux ans de formation professionnelle, en IUFM, conférant le niveau master puis stage de mise en responsabilité progressive ; refus de toute augmentation du temps de travail et de présence dans les établissements, baisse du temps de service pour toutes, concertation sur le temps de travail ; baisse des effectifs (25 maxi par classe), liberté pédagogique pour chaque individu, comme pour les équipes ; suppression du conseil pédagogique et des décrets sur l'évaluation,

4^e raison : Émancipation se bat pour abroger tous les textes qui organisent la casse de l'École

Il est hors de question que la rentrée 2012 se mette en place sur les bases définies par Sarkozy. Toutes ses contre réformes ont aggravé les conditions de travail des personnels et aussi celles des élèves. Mais en plus, elles ont aggravé la sélection scolaire et l'adaptation au marché des jeunes en formation. Elles doivent être annulées : la loi d'orientation Fillon et son socle minimaliste, la réforme des lycées, le LPC, les évaluations sanctions plutôt que formative et l'aide individualisante, la réforme du bac général, technologique et professionnel...



5^e raison : Emancipation réfléchit avec d'autres à des alternatives émancipatrices

La résistance pour mettre en échec les contre réformes au service du libéralisme ne doivent pas empêcher de réfléchir toutes ensemble, y compris avec les groupes pédagogiques, à une école émancipatrice, égalitaire et démocratique, sans hiérarchie entre les savoirs. Par exemple, un tronc commun associant les enseignements généraux et technologiques jusqu'à la fin de l'actuel lycée, en privilégiant les pédagogies coopératives, plus adaptées à la formation de l'esprit critique et aux pratiques de citoyenneté.



6^e raison : Emancipation est partie prenante d'un retour à une défense unitaire de la Laïcité : défense de la loi de 1905, refus de l'ingérence des discours religieux, sectaires et d'extrême droite dans l'éducation, abrogation de toutes les lois et accords anti-laïques, nationalisation de l'enseignement privé...

7^e raison : La défense inconditionnelle des droits et libertés et de la solidarité internationale qui est une tâche syndicale plus actuelle que jamais, en particulier le SNES doit s'impliquer dans toutes les mobilisations pour l'arrêt du fichage et du contrôle social des jeunes et des militantEs... Mais aussi contre le fascisme, le racisme, le sexisme, pour la régularisation de tous les sans-papiers, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contre toutes les formes de néo-colonialisme et d'impérialisme (arrêt du pillage économique et écologique de la planète, campagne BDS pour imposer les droits des Palestiniens...)

8^e raison : Emancipation contribue dans les AG comme dans le syndicat à construire un rapport de force de terrain, plutôt que « l'unité » autour du moins disant syndical. Pour dépasser l'éparpillement et la division, le rôle du syndicat c'est d'unifier les revendications et de soutenir les structures démocratiques dont se dotent les luttes

L'unité doit se construire à partir des secteurs les plus mobilisés, par la mise en place d'AG regroupant toutes les catégories, définissant les revendications, se coordonnant à tous niveaux et fonctionnant démocratiquement (déléguéEs mandatéEs). Le rôle du syndicat c'est de participer à ces AG et d'y proposer des initiatives de coordination et de centralisation.



9^e raison : Emancipation fait le choix d'un syndicalisme unitaire d'action et de lutte de classe et non de "recomposition" ni de dialogue social

La direction du SNES entend parachuter un "nouvel outil syndical" actant d'un hypothétique rapprochement avec la seule CGT. Il vaudrait mieux consulter la base en AG intersyndicales sur les impératifs de l'action et de l'unité syndicale. Ainsi que sur des réseaux de syndicats de luttes, qui devraient prendre la place du pseudo syndicalisme européen et international (CES, CSI...)

10^e raison : Emancipation fait le choix du fédéralisme et de l'interpro... avec doit de tendance Émancipation tendance constituée dans le SNES et la FSU propose d'aller vers une structuration de la FSU en sections intercatégorielles de base, plutôt que par syndicats nationaux de catégorie concurrents sur plus d'un sujet (formation des maîtres, évolution du syndicalisme...). La perspective de l'unification syndicale se conçoit au sein d'une confédération unique, avec droit de tendance pour que coexistent toutes les sensibilités. Emancipation est d'autant plus prête à cette évolution incontournable qu'elle est une tendance intersyndicale, regroupant des syndiquéEs d'horizons syndicaux différents (FSU, SUD, CNT, CGT, UNSA, UDAS, non syndiquéEs ...)

Emancipation ne lâche pas sur les revendications, ni dans les congrès...

Le congrès national du SNES s'est tenu à Reims, du 2 au 6 avril, après des années d'échecs revendicatifs sans précédents. La direction nationale a cherché à minimiser sa responsabilité en tentant de réécrire à la baisse nombre de revendications du SNES. Elle visait aussi un autre avantage : rendre les positions du SNES les plus "Hollando-compatibles" possible, dans la perspective de l'alternance politique annoncée.

Emancipation a dénoncé dans les tribunes et dès l'ouverture du congrès cette tentative, qui aurait laissé le SNES sans perspectives pour défendre la rupture nécessaire.

Nous avons proposé sur des points cruciaux l'unité des sections académiques et tendances qui entendaient maintenir un syndicalisme de revendications.

Cela a permis de maintenir des mandats "traditionnels" permettant au moins de porter des revendications, voire d'améliorer les positions du SNES (précarité). Nos motions sur des thèmes essentiels (précarité, formation des maîtres, surveillance, syndicalisme, action...) ont recueilli bien plus que nos voix.



Mais d'autres tendances n'ont pas poussé la logique de réaffirmer des revendications offensives jusqu'à son terme.

L'Ecole Emancipée, malgré de nombreux désaccords, a le plus souvent voté au finish avec la direction, afin de ne pas compromettre sa cogestion avec U et A des appareils de la FSU et du SNES.

PRSI, qui est devenue URIS, nous a surpris avec un satisfecit appuyé à la direction nationale, dès l'ouverture du congrès, conforté par une stratégie beaucoup moins pugnace que d'habitude dans le congrès ; et aussi par des annonces sur l'inutilité du droit de tendance, que nous ne partageons pas.

... ni sur le terrain

Pour faire avancer notre orientation de luttes, nous intervenons à la fois dans les instances du SNES, dans les établissements et dans les luttes. Nous avons ainsi pu porter quelques grandes questions :

- **l'analyse des contre-réformes qui démantèlent l'école publique**, pour mieux les combattre à partir de revendications claires (refus collectif de les appliquer, dans le cadre d'un combat pour leur abrogation).
- **la participation aux luttes bien sûr** : Lors de la lutte contre la réforme des retraites fin 2010, nous avons proposé que le mouvement syndical exige sans ambiguïté le retrait du projet gouvernemental, et organise la reconduction de la grève. De même pour les mouvements en région parisienne au printemps 2010 et dans l'enseignement supérieur au printemps 2009...
- **le refus du "dialogue social"** : Nous avons montré tous les reculs liés au dialogue social sur la représentativité, les moyens et les droits syndicaux, la formation des enseignantEs, la précarité.
- **la lutte contre la précarité** : Nous avons combattu, avec succès (avec d'autres), la signature par la FSU du protocole précarité, généralisant le contrat à la place du statut, en l'échange d'une poignée de titularisations.
- **le combat contre la répression des militants et des jeunes**, répression qui touche plus largement tous ceux et toutes celles qui ont refusé la politique gouvernementale ("désobéisseurs", Veillet...)
- **l'action unitaire** : loin des accords d'appareil, nous avons cherché à impulser un travail commun avec d'autres : stages syndicaux, publications, travail avec des réseaux de résistance pédagogique...

Nous contacter, s'abonner à notre revue : er@emancipation.fr ; site : www.emancipation.fr

Avec nos remerciements à Faujour, Zédèr et à CQFD